# USA ECONOMIE EN BREF

WALLENIUS

A l'instar de nombreux autres ports de la côte est, du golfe du Mexique et de la côte ouest, le port de Baltimore illustre le rôle croissant du commerce dans l'économie américaine.

« Quand les Etats-Unis éternuent, le reste du monde s'enrhume », affirme un proverbe d'économiste. Selon le Council on Competitiveness, organisme à but non lucratif, entre 1995 et 2005, les Etats-Unis ont représenté le tiers de l'expansion économique mondiale. Entre 1983 et 2004, l'essor des importations américaines a entraîné à lui seul une hausse de près de 20 % des exportations mondiales.

D'après un rapport du Congressional Research Service, « les pays en développement ont généré une part croissante des exportations américaines : 32,8 % en 1985 contre 47 % en 2006. Et ils ont représenté 34,5 % des importations américaines en 1985 contre 54,7 % [...] en 2006. »

Tel un robuste quatre-quatre traversant un terrain accidenté, l'économie américaine a atteint sa vitesse de croisière dans les années 2000, même si elle a heurté de gros obstacles : un krach boursier, des attaques terroristes, les guerres en Irak et en Afghanistan, des scandales liés à la comptabilité des sociétés, des dégâts considérables causés par les ouragans, de fortes hausses des prix de l'énergie et une chute des valeurs immobilières.

Après une légère récession entre mars et novembre 2001, l'économie américaine a renoué avec la croissance, 2,9 % en moyenne entre 2002 et 2006, tandis que l'inflation, le chômage et les taux d'intérêt demeuraient relativement bas.

D'après divers indices, les Etats-Unis continuent à avoir l'économie la plus productive, la plus compétitive et la plus influente

au monde. Toutefois, de plus en plus, l'économie américaine est elle-même influencée par d'autres économies dynamiques, et elle doit relever des défis à l'intérieur comme à l'étranger.

Mais qu'entend-on exactement par économie américaine ?

## Biens et services

Une économie nationale comprend la production de biens et services d'un pays. Le produit intérieur brut (PIB) réel mesure cette production assurée par la main-d'œuvre et la propriété aux Etats-Unis.

Les travailleurs utilisent le capital et les ressources naturelles pour produire des biens et des services. Les ressources naturelles sont fournies par la planète Terre : air, eau, arbres, charbon, sol.

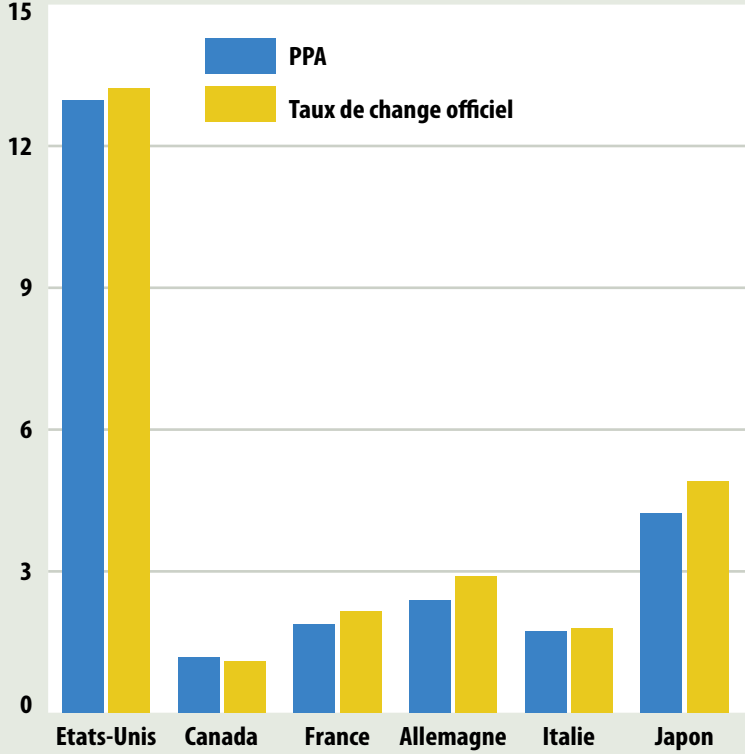
Le capital comprend le capital physique : outils, machines, technologie. Il englobe la propriété intellectuelle : droits d'auteur, brevets, marques. Ainsi que le capital humain : formation, compétences, expérience.

Aux Etats-Unis, la plupart des ressources naturelles proviennent de terres qui sont la propriété de particuliers ou de sociétés, ou qui sont louées par les pouvoirs publics au niveau national ou des Etats. Les pouvoirs publics fixent des règles pour l'exploitation des ressources naturelles, telles que la réglementation antipollution.

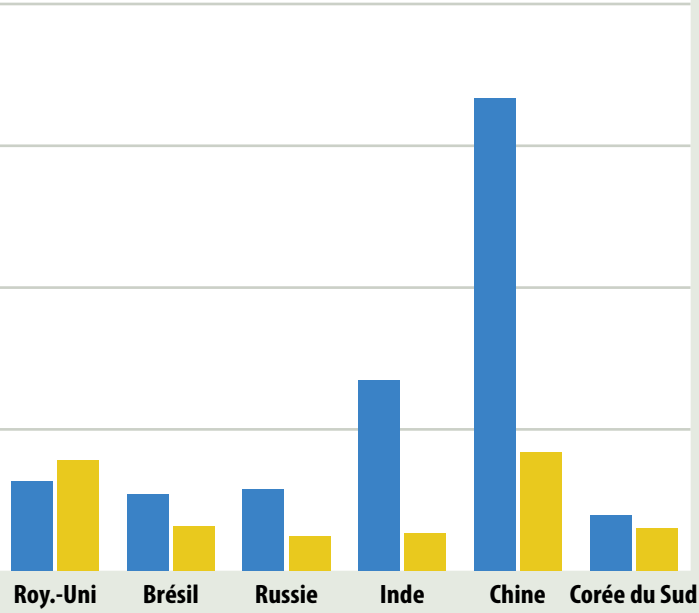
Les Etats-Unis sont dotés d'importants gisements, même si certains d'entre eux, tel le pétrole, ont déjà dépassé le stade de la pro-

## 2006 : PIB, en parité de pouvoir d'achat (PPA) et au taux de change officiel

*en billions de dollars américains*



D'après divers indices, les Etats-Unis représentent 20 à 30 % du PIB mondial. La parité de pouvoir d'achat est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune le pouvoir d'achat de différentes monnaies.



duction maximale. Ils possèdent un sol fertile et jouissent d'un climat tempéré. Le pays dispose également d'un vaste littoral, sur l'Atlantique et le Pacifique, ainsi que sur le golfe du Mexique. Des fleuves prennent leur source profondément à l'intérieur des terres, et les cinq Grands Lacs sur la frontière canadienne constituent un accès supplémentaire à la navigation. Toutes ces voies navigables, ainsi que le réseau d'autoroutes et de voies ferrées, et le transport aérien unissent les cinquante Etats en une seule entité économique.

Les particuliers et les entreprises possèdent la plus grande partie de la technologie américaine et autre capital physique. L'économie américaine est particulièrement riche en technologie de l'information, source d'importantes hausses de la productivité au cours de la dernière décennie.

Les particuliers, les entreprises, les universités et d'autres établissements de recherche sont détenteurs de propriété intellectuelle. Les vols à travers le monde de films, CD de musique, créations brevetées et logiciels américains protégés par des droits d'auteur, sont estimés à des milliards de dollars par an.

Depuis que les Etats-Unis ont aboli l'esclavage lors de la guerre de Sécession en 1863, tous les travailleurs américains sont propriétaires de leur travail et sont libres de le vendre en contrepartie d'un salaire ou de travailler à leur compte.

Pour produire des biens et des services, les chefs d'entreprise et leurs cadres organisent et dirigent la main-d'œuvre, le capital et les ressources naturelles en fonction des signaux du marché. La

structure directoriale traditionnelle est pyramidale. Dans une usine classique, par exemple, l'autorité vient du directeur général, qui a pour but de diriger efficacement l'entreprise par le biais de différents niveaux de gestion jusqu'au contremaître au sein de l'atelier.

Certaines entreprises utilisent une structure plus souple, notamment dans les industries de haute technologie où des employés qualifiés mettent au point, modifient et fabriquent rapidement sur commande des produits. Ces sociétés ont « resserré » leur structure, réduit le nombre de cadres dirigeants et délégué davantage de pouvoir à des équipes pluridisciplinaires.

Mais que produit réellement l'économie américaine ?

## Une économie de services

En 2006, les services produits par l'industrie privée représentaient 67,8 % du PIB des Etats-Unis ; les services liés aux secteurs de l'immobilier et de la finance – banques, assurances et investissements – arrivaient en tête. Parmi les autres catégories de services, citons : ventes en gros et au détail ; transports ; santé ; services administratifs, scientifiques et juridiques ; éducation ; arts ; spectacles ; loisirs ; restauration et hôtellerie.

La production de biens représentait 19,8 % du PIB : les produits manufacturés (tels que ordinateurs, automobiles, avions, machines), 12,1 % ; le bâtiment, 4,9 % ; les forages pétroliers, l'extraction du gaz et l'exploitation minière, 1,9 % ; l'agriculture, moins de 1 %.

Ces collines de blé du Kansas rappellent que l'agriculture, qui représente une part modeste du PIB, demeure une composante importante de l'économie américaine.

Les pouvoirs publics à l'échelon fédéral, des Etats et des collectivités locales représentaient 12,4 % du PIB.

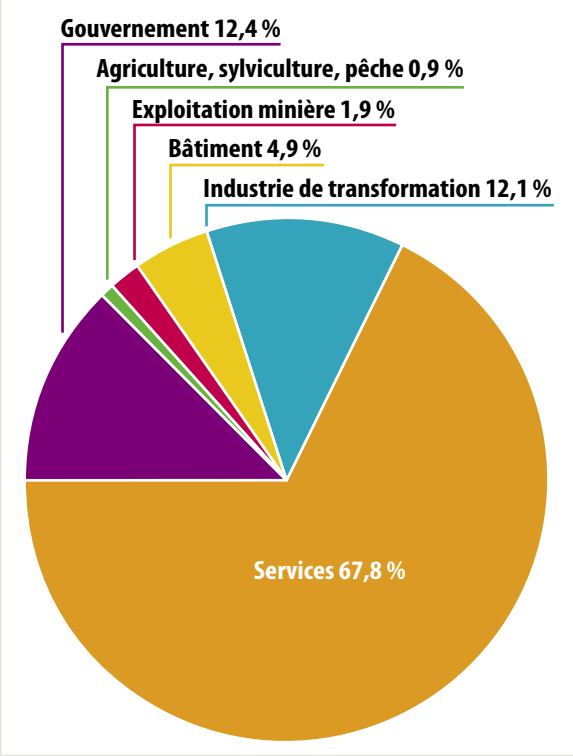
Les secteurs dont l'expansion est la plus rapide sont les services financiers ; les services techniques, scientifiques et les professions libérales ; les biens durables, notamment les ordinateurs et les produits électroniques ; l'immobilier ; et la santé.

Les secteurs dont la part du PIB a diminué sont l'agriculture et l'exploitation minière, et d'autres industries, comme le textile.

Selon le Council on Competitiveness, « l'industrie rudimentaire qui repose sur les produits de base est en train de disparaître aux Etats-Unis et est transférée dans les pays en développement,

## 2006 : PIB, valeur ajoutée par secteur d'activité

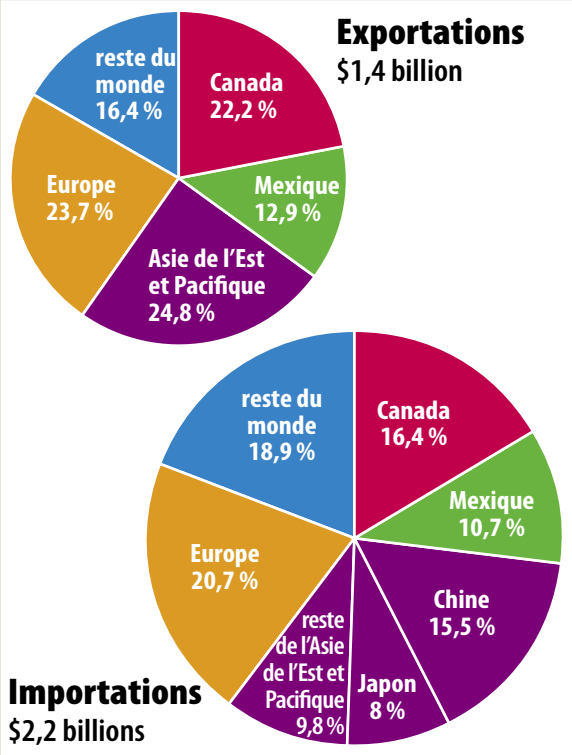
*en pourcentage*




Les services tels que les banques, les ventes au détail, les transports et la santé représentent les deux tiers de la valeur du PIB des Etats-Unis.

## 2006 : Exportations et importations américaines

*en pourcentage*




Si les Etats-Unis conservent un excédent commercial dans les services, ils enregistrent un important déficit dans le commerce des marchandises.

où la fabrication courante peut être effectuée à bon marché ».

Pourtant, les Etats-Unis demeurent le premier pays industriel du monde, ses usines produisant des biens d'une valeur de 1,49 billion de dollars en 2005, soit 1,5 fois plus que le pays arrivant au second rang, le Japon. Et la valeur de la production agricole américaine n'est dépassée que par celle de la Chine et de l'Inde.

Même si l'agriculture ne représente aujourd'hui qu'une part modeste du PIB, les agriculteurs demeurent des forces puissantes tant sur le plan économique que politique. En 2002, la valeur de la production agricole américaine représentait plus de 200 milliards de dollars, dont 45 milliards de dollars pour les bovins ; près de 40 milliards de dollars pour les céréales (comme le maïs et le blé) et les oléagineux (comme le soja) ; près de 24 milliards de dollars pour les volailles et les œufs ; 20 milliards de dollars pour les produits laitiers ; et 12 milliards de dollars pour les porcins.

Même si les Etats-Unis comptent plus de 2 millions d'exploitations agricoles, un nombre relativement faible de grandes exploitations dominent – ainsi, en 2002, 1,6 % d'exploitations réalisaient la moitié du total des ventes.

Malgré un déficit commercial global, les Etats-Unis ont un excédent agricole. Selon les projections, les exportations agricoles américaines devraient atteindre 78 milliards de dollars en 2007, la plus grande part étant destinée à l'Asie. Environ le quart de la production agricole des Etats-Unis est exporté.

Les Etats-Unis conservent aussi un excédent commercial dans

Le bâtiment représente près de 5 % de l'économie américaine. Ci-dessus, un ouvrier ajuste un tuyau dans une station-service en construction en Georgie.

les services : 79,7 milliards de dollars en 2006. Dans ce secteur, la catégorie la plus importante est constituée par les voyages d'étrangers aux Etats-Unis : 85,8 milliards de dollars en 2006.

En revanche, les Etats-Unis enregistrent un déficit commercial important et croissant dans le secteur des marchandises. Tandis que les Etats-Unis exportaient plus de un billion de dollars de biens en 2006, ils en importaient pour plus de 1,8 billion de dollars.

Les importations les plus importantes pour la même année étaient de loin les automobiles et les pièces détachées, 211,9 milliards de dollars, et le pétrole brut, 225,2 milliards de dollars. Les premières sources des importations américaines étaient le Canada, la Chine, le Mexique, le Japon et l'Allemagne.

Parmi les premiers produits exportés par les Etats-Unis en 2006 figuraient les automobiles et les pièces détachées, les semi-conducteurs et les avions civils. Les premiers pays destinataires étaient le Canada, le Mexique, le Japon, la Chine et le Royaume-Uni.

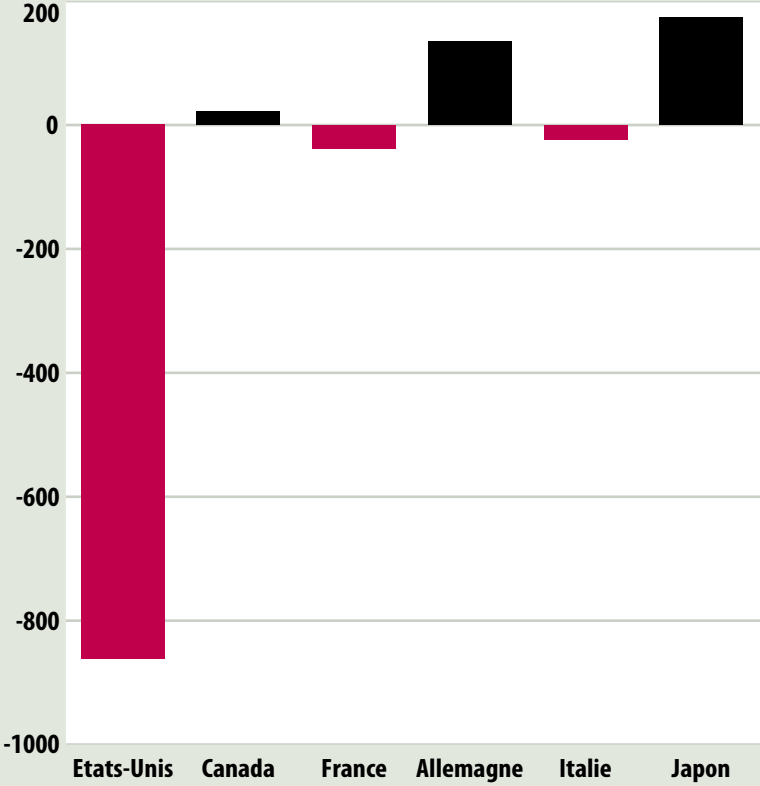
Entre 2000 et 2006, même si les exportations de biens ont augmenté de 33 %, les importations de biens ont grimpé encore plus vite : 52 %. Et le déficit de la balance des biens a presque doublé au cours de cette période.

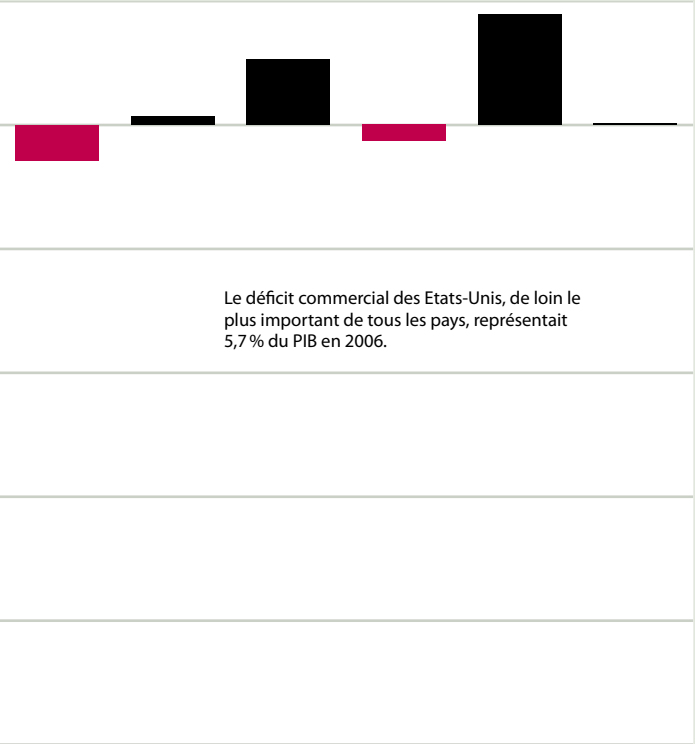
Le déficit commercial de 758,5 milliards de dollars représentait 5,7 % du PIB en 2006 – un déficit qui, selon de nombreux économistes, n'est pas viable parce qu'il dépend du flux continu des investissements étrangers pour le financer.

Mais qu'est-ce qui rend cette économie si dynamique ?

## 2006 : excédent ou déficit commercial

*en milliards de dollars américains*






**Roy.-Uni** **Brésil** **Russie** **Inde** **Chine** **Corée du Sud**

# La destruction créatrice

Avec un vaste territoire, des ressources naturelles, un gouvernement stable et une main-d'œuvre relativement bien formée, l'économie américaine bénéficie d'avantages concurrentiels sur le marché mondial. Plus important encore, elle sait également accueillir le changement, voire en profiter.

Le système économique américain reflète ce que l'économiste autrichien du XXe siècle Joseph Schumpeter décrivait comme la « destruction créatrice » du capitalisme libéral. Des emplois, des sociétés, des industries entières apparaissent puis disparaissent.

Même les villes et les régions se développent et, si elles ne peuvent s'adapter au changement, déclinent – au fil des décennies, d'anciennes cités industrielles de la « Rust Belt » dans le Nord-Est et le Midwest, ainsi que des Etats agricoles des Grandes Plaines ont perdu de nombreux habitants au profit d'autres villes et régions.

Dans une économie de marché, les décisions concernant les choix de production et les prix des produits sont prises par l'intermédiaire de l'offre et de la demande de vendeurs et d'acheteurs indépendants – parfois peu nombreux, parfois des millions – et non par le gouvernement ou de puissants intérêts privés. Les prix ainsi fixés reflètent le mieux la valeur des biens et des services et guident le mieux la production de ce dont on a le plus besoin.

Les Américains considèrent aussi l'économie de marché comme un moyen de promouvoir la liberté individuelle et le pluralisme et

Trans World Airlines figurait parmi les dizaines de milliers d'entreprises qui, chaque année, déposent leur bilan, certaines fermant définitivement.

de s'opposer aux concentrations de pouvoir. Depuis les années 1970, le gouvernement fédéral américain a renforcé le libre jeu des mécanismes du marché en démantelant des réglementations qui, pendant des décennies, avaient protégé de la concurrence notamment les transports routiers, les compagnies aériennes et les télécommunications.

Une vigoureuse concurrence et un système de réglementation tenant compte des progrès technologiques ont accru la productivité de l'économie et fourni aux ménages des revenus relativement élevés. Cette productivité s'est accélérée dans les années 1990,

culminant à 4,1 % en 2002. Cela a augmenté son avance sur l'Union européenne et le Japon, grâce surtout à une application plus efficace de la technologie de l'information. Depuis lors, la productivité s'est ralentie – tombant à 1,6 % en 2006.

Une économie dynamique suppose la liberté de faire faillite. Aux Etats-Unis, la faillite n'a rien de honteux. En fait, elle est souvent considérée comme une expérience très utile pour le chef d'entreprise, qui pourra peut-être réussir la fois suivante.

En 2005, le gouvernement américain a enregistré la création d'environ 671 800 sociétés et la disparition de quelque 544 800 autres. Nombre de petites entreprises peu connues se créent chaque année ; certaines réussissent, d'autres échouent.

Chaque année, des dizaines de milliers d'entreprises font faillite. En 2005, plus de 39 000 sociétés ont déposé leur bilan.

Aux Etats-Unis, même de grosses entreprises font faillite. Trans World Airlines, United Air Lines, Delta Air Lines, Northwest Airlines, US Airways, Continental Airlines, Eastern Airlines et Pan Am figurent parmi les grandes compagnies aériennes commerciales qui ont déposé leur bilan depuis que la déréglementation du transport aérien en 1979 a renforcé la concurrence. Certaines ont resurgi, d'autres ont disparu définitivement.

Autre preuve du dynamisme de l'économie américaine : sur les douze sociétés répertoriées par Dow Jones en 1896 lors de la création du célèbre indice boursier représentant le secteur industriel, une seule, General Electrics, y figure toujours. Les autres en ont été

retirées à mesure qu'elles étaient rachetées par d'autres sociétés, devenaient des acteurs relativement mineurs de l'économie ou simplement disparaissaient. Certaines des sociétés qui les ont remplacées ont commencé comme de petites entreprises.

Ainsi, est-ce le grand nombre de petites entreprises qui permet d'expliquer le dynamisme de l'économie américaine ?

## Petites et grandes entreprises

Les petites entreprises, celles ayant moins de 500 employés, jouent un rôle de premier plan dans l'économie américaine. Elles peuvent répondre rapidement aux fluctuations de la conjoncture et aux besoins du consommateur en apportant des solutions techniques novatrices aux problèmes de production. Leur part du PIB hors agriculture a atteint 50,7 % en 2004.

Selon l'U.S. Small Business Administration, « sur les quelque 26 millions de firmes aux Etats-Unis, la plupart sont très petites : 97,5 % d'entre elles ont moins de 20 employés. Pourtant, ces entreprises cumulent la moitié du PIB réel hors agriculture, et elles ont créé 60 à 80 % des nouveaux emplois nets au cours de la dernière décennie. »

Nombre de chefs d'entreprise ont commencé à bricoler sur des machines assemblées dans un garage. Quelques-uns ont rapidement transformé de petites entreprises en puissantes sociétés. Quelques exemples : le fabricant de logiciels Microsoft, le service de livraison

Federal Express, qui livre des marchandises ici à San Francisco et dans de nombreux autres endroits du monde, a débuté comme une petite entreprise.

Federal Express, le fabricant de vêtements de sport Nike, le prestataire de services en ligne AOL et le glacier Ben & Jerry's.

Nombre de petites entreprises sont dirigées par des femmes et leur appartiennent. En 2002, ces entreprises représentaient 28 % de l'ensemble des sociétés américaines à l'exception des exploitations agricoles, 6 % de la totalité des travailleurs américains et 4 % des recettes des entreprises du pays.

Des personnes issues des minorités ethniques dirigent de petites entreprises. En 2002, sur toutes les entreprises non agricoles, 6,8 % appartenaient à des Hispaniques, 5,2 % à des Afro-Américains, 4,8 % à des Amérasiens, 0,9 % à des Amérindiens ou des personnes originaires de l'Alaska, et 0,1 % à des natifs d'Hawaii ou d'autres îles du Pacifique.

Les petites entreprises emploient près de la moitié de la main-d'œuvre du secteur privé, laquelle compte environ 153 millions d'employés. En 2003, la petite entreprise moyenne avait un site industriel et 10 employés ; la grande entreprise moyenne, 61 sites industriels et 3 300 employés.

Nombre d'entreprises américaines sont organisées comme des sociétés cotées en Bourse. Pour se procurer des fonds, les sociétés vendent des actions (des parts de leur capital) ou des obligations (emprunts) à des investisseurs. Les banques commerciales prêtent aussi directement de l'argent aux entreprises. Les pouvoirs publics au niveau fédéral et des Etats appliquent des réglementations pour assurer la sécurité et la stabilité de ce système financier.

Les entreprises appartenant à des femmes, comme celle de Sharon Cote spécialisée dans le camionnage, représentent plus du quart de l'ensemble des sociétés américaines.

Une grande société peut appartenir à un million de personnes ou plus, qui pour la plupart possèdent des actions représentant de minuscules fractions de la valeur totale de l'entreprise. Environ la moitié de tous les ménages américains possèdent des actions cotées en Bourse, directement ou par l'intermédiaire de sociétés d'investissement ou de plans d'épargne retraite.

« La majorité des travailleurs américains sont des acteurs de nos marchés financiers », a déclaré Christopher Cox, président de la Securities and Exchanges Commission, dans un discours prononcé en 2007. « Il est de plus en plus vrai [...] que ce qui est bon pour les investisseurs américains est bon pour le peuple américain. »

Parce que les actionnaires ne peuvent gérer eux-mêmes les affaires d'une société, ils élisent un conseil d'administration pour définir la politique générale. Les conseils des sociétés confient les décisions de gestion quotidienne à un administrateur général.

Tant que ce dernier a la confiance du conseil d'administration, il jouit d'une grande liberté d'action. Mais des actionnaires unis peuvent obtenir un changement de direction. Ainsi, entre 2004 et 2006, des conseils d'administration ont évincé les présidents ou les administrateurs généraux de plusieurs grandes sociétés pour cause de mauvais résultats ou comportement contraire à la morale.

La plupart des sociétés sont petites, d'autres gigantesques. En 2006, une année record pour les prix du pétrole, Exxon Mobil Corporation a annoncé un bénéfice annuel record pour une société américaine de 39,5 milliards de dollars – plus de 75 000 dollars par minute – sur des recettes de 347 milliards de dollars. La même année, les magasins Wal-Mart arrivaient au premier rang pour les recettes des sociétés avec 351 milliards de dollars.

Mais si l'économie est productive n'est-ce pas grâce aux travailleurs ?

# Les travailleurs et la productivité

Selon le Council on Competitiveness, le haut niveau de vie de l'Amérique « est dû au fait que les travailleurs américains sont parmi les plus productifs du monde et qu'aux Etats-Unis la proportion de la population qui travaille est plus élevée que dans beaucoup d'autres pays ».

Tout au long de l'histoire des Etats-Unis ou presque, la population active s'est développée régulièrement, soutenant l'expansion économique. Les immigrants constituaient une importante source

Cette usine de semi-conducteurs de la société Intel, implantée en Californie, illustre comment la productivité augmente lorsque les employés reçoivent une formation.

de main-d'œuvre, tendant à s'accroître notamment pendant les périodes de faible chômage, lorsque la demande augmente.

A la fin de 2006, environ 146 millions d'Américains occupaient des emplois rémunérés et 7 millions étaient au chômage ; le total de 153 millions représente la troisième plus grande population active du monde, après celles de la Chine et de l'Inde.

Près des deux tiers des Américains en âge de travailler font partie de la population active. Les femmes et les hommes représentent respectivement environ la moitié. Quelque 15 % sont d'origine étrangère. Et 5 à 6 % ont plus d'un emploi.

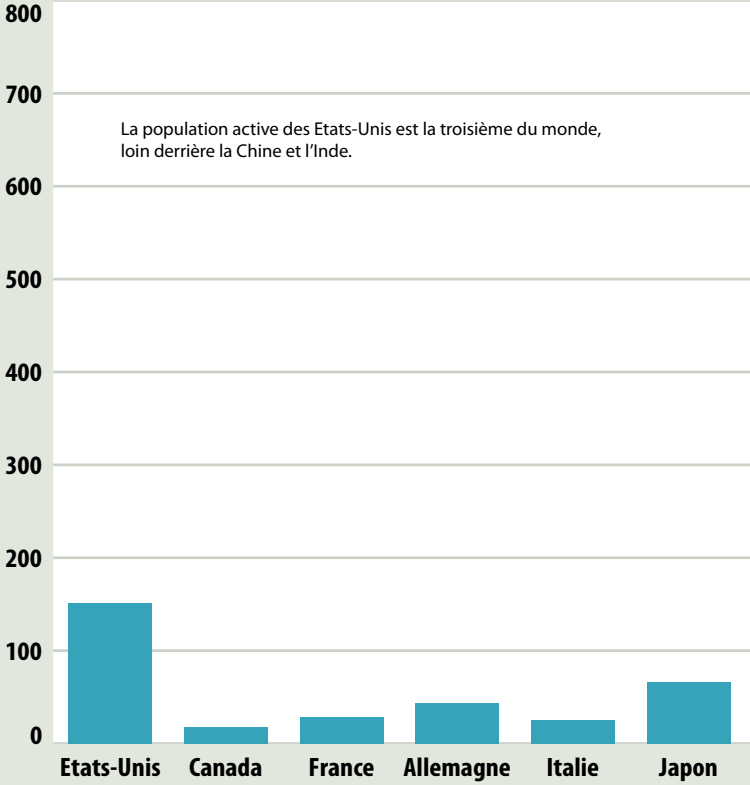
Le secteur privé emploie 85,5 % des actifs américains, et les pouvoirs publics le reste. Nombre de personnes travaillent à leur compte – plus de 10 millions en 2005 – même si certaines partagent leur temps entre leur travail et un autre emploi. La plupart des actifs travaillent pour un autre employeur dans près de 6 millions d'entreprises américaines. Ces entreprises ont en général moins de 20 employés.

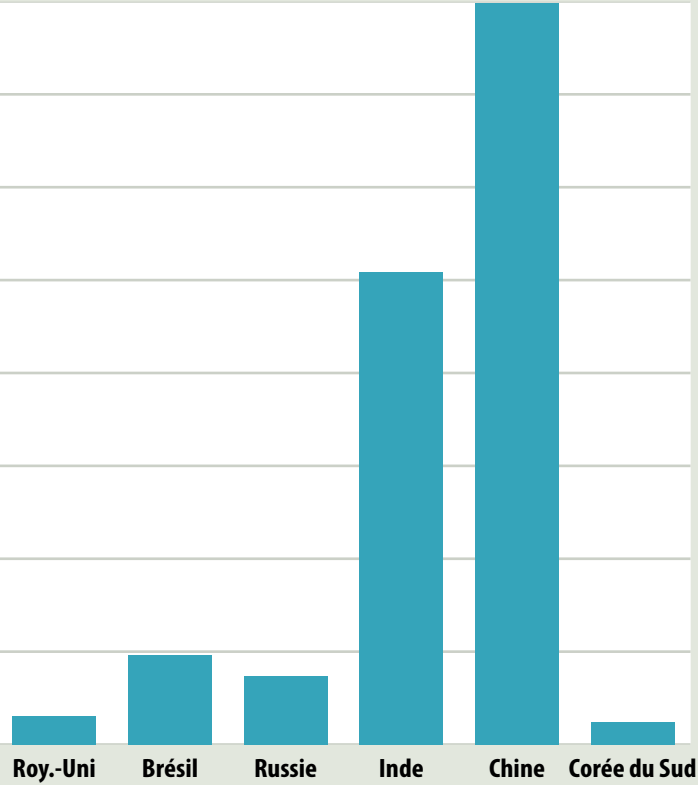
Les travailleurs américains sont souples. L'augmentation relativement régulière du nombre d'emplois dissimule en fait un déplacement de la charge du chômage – les gens changeant d'emploi. Chaque année, en moyenne, 10 % des emplois disparaissent tandis qu'une proportion un peu plus importante est créée.

« Les statistiques montrent que chaque mois des millions d'Américains quittent leur emploi et des millions d'autres sont embauchés », écrivait en 2006 Robert Kimmit, secrétaire adjoint américain au

## 2006 : population active

*en millions*




Roy.-Uni
Brésil
Russie
Inde
Chine
Corée du Sud

Cet ouvrier spécialisé en ferronnerie sur un chantier de New York est l'un des quelque 153 millions de travailleurs américains.

Trésor. « Voici ce que nous voulons : une économie dans laquelle les personnes qui souhaitent gravir les échelons puissent bénéficier du plus grand nombre de débouchés possibles. »

En général, les travailleurs américains n'ont pas à subir un chômage de longue durée. En 2005, seuls 12 % des chômeurs américains n'avaient pas retrouvé d'emploi au bout d'un an, contre 46 % dans l'Union européenne.

D'autres facteurs contribuent à la productivité des travailleurs américains, notamment l'importance accordée à l'éducation, y compris la formation technique et professionnelle, ainsi que la volonté de changer et de faire des expériences.

Tous les employés ne quittent pas volontairement leur emploi, bien sûr. Les licenciements massifs par de grandes sociétés sont courants – ainsi, en 2006, 13 998 sociétés ont procédé à des licenciements massifs. De la fin 2005 au début de 2007, les trois grands

constructeurs automobiles – General Motors Corporation, Ford Motor Company et DaimlerChrysler AG – ont supprimé plus de 90 000 emplois. Entre août 2001 et octobre 2006, les compagnies aériennes américaines ont licencié 170 000 employés.

Bien que les travailleurs américains aient depuis longtemps le

Des étudiants de Georgie reçoivent une formation de technicien automobile qualifié pour trouver un emploi dans des équipes de course.

droit de se syndiquer, seuls 12 % d'entre eux étaient membres d'un syndicat en 2006, contre environ 35 % un demi-siècle plus tôt.

La catégorie la plus importante de travailleurs américains comprend près de 23 millions de personnes dans des emplois administratifs ou de bureau, tels que réceptionnistes, secrétaires et employés d'hôtels. Les catégories d'employés qui perçoivent les salaires moyens les plus élevés, plus de 80 000 dollars par an, ont un emploi dans les domaines du management ou du droit. Les personnes qui perçoivent les salaires moyens les plus bas, moins de 20 000 dollars par an, travaillent dans les services liés à la restauration.

Et quel rôle l'Etat joue-t-il dans l'économie américaine ?

## Le rôle de l'Etat

Certains se plaignent que la réglementation de l'économie par les pouvoirs publics est trop limitée et trop tardive. D'autres font remarquer avec ironie qu'avec autant de réglementation l'économie américaine n'est pas du tout un marché libre. Certains des débats les plus persistants sur l'histoire économique des Etats-Unis sont surtout axés sur le rôle de l'Etat.

L'importance accordée à la propriété privée concorde avec l'attachement à la liberté individuelle. Depuis l'Indépendance, les Américains s'efforcent le plus souvent de limiter l'emprise de la puissance publique, y compris son rôle dans le domaine économique. Et la plupart d'entre eux ont la conviction que la propriété

Les pouvoirs publics de certains Etats, notamment la Californie, jouent un rôle d'avant-garde dans la réduction de la pollution atmosphérique.

privée des entreprises est plus appropriée que la propriété de l'Etat pour obtenir les meilleurs résultats économiques.

Même ainsi, la majorité des Américains souhaite voir les pouvoirs publics accomplir certaines tâches dans l'économie, et le système juridique américain fournit une solide infrastructure pour faire des affaires.

Les entreprises doivent recevoir l'autorisation des pouvoirs

Les employés de l'Etat de la Californie, comme celui-ci en train de mesurer le débit à Butte Creek, assurent une distribution adéquate d'une eau peu abondante.

publics pour opérer. Les sociétés doivent obtenir des statuts de l'administration de l'un des 50 Etats. Les entreprises ont également besoin de divers enregistrements, licences et autorisations accordés par l'administration locale.

En outre, les entreprises s'appuient sur le système judiciaire pour protéger les droits de propriété, faire respecter les contrats et régler les différends commerciaux.

Les pouvoirs publics protègent le consommateur des entreprises. Le gouvernement fédéral, par exemple, utilise la législation antitrust pour contenir ou briser la formation de monopoles qui parviennent à échapper à la concurrence. Les autorités obtiennent

réparation pour les consommateurs victimes de fraudes et imposent le rappel des produits dangereux.

Les pouvoirs publics réglementent les activités des sociétés privées pour garantir la santé publique et la sécurité ou maintenir la salubrité de l'environnement. Ainsi, l'U.S. Food and Drug Administration interdit les médicaments nocifs et l'Occupational Safety and Health Administration protège les travailleurs des risques professionnels.

Comme les Américains sont de plus en plus préoccupés par l'impact de l'industrie sur l'environnement, le Congrès a adopté de nombreuses lois pour lutter contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol. La création de l'U.S. Environmental Protection Agency (EPA) en 1970 a regroupé de nombreux programmes fédéraux consacrés à la protection de l'environnement. L'EPA fixe et fait respecter les seuils de pollution, et établit des calendriers pour amener les pollueurs à se conformer aux normes.

Le rôle de l'Etat dans l'économie s'est considérablement accru pendant la crise économique de 1929-1940, la plus grave de l'histoire des Etats-Unis. Le président Franklin Roosevelt lança le *New Deal* pour sauver l'économie.

Nombre de lois et d'institutions définissant l'économie américaine moderne sont issues de cette législation, qui a étendu l'autorité du pouvoir fédéral dans la réglementation des affaires et l'attribution des prestations sociales. Le *New Deal* a établi des normes minimales pour les salaires et la durée du travail. Il a créé

des programmes et des agences aujourd'hui jugés indispensables, notamment la Securities and Exchange Commission, qui réglemente la Bourse ; la Federal Deposit Insurance Corporation, qui garantit les dépôts bancaires ; et le système de la Sécurité sociale, qui verse les pensions des retraités sur la base des cotisations qu'ils ont payées quand ils faisaient partie de la population active.

Malgré toutes ces réglementations, en 2007 les Etats-Unis étaient classés au 3e rang par la Banque mondiale pour la facilité de faire des affaires, après Singapour et la Nouvelle-Zélande. Les dix critères de classement se rapportent tous à la politique gouvernementale : création d'entreprise, octroi de licences, embauche des travailleurs, transfert de propriété, obtention de prêts, protection des investisseurs, paiement des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats, fermeture d'entreprise.

Les politiques gouvernementales peuvent également promouvoir les affaires. Par exemple, les allégements fiscaux ne favorisent pas seulement l'objectif de l'accès à la propriété – près de 70 % des ménages américains sont propriétaires – mais ils augmentent aussi les débouchés pour les sociétés immobilières, les entreprises du bâtiment et les établissements de crédit hypothécaire.

Les pouvoirs publics conduisent des études de recherche et développement. Les dépenses de recherche du gouvernement fédéral concernent surtout la mise au point et l'expérimentation de systèmes d'armement, mais contribuent aussi à maintenir les Etats-Unis au centre de la recherche biologique, par exemple.

Les pouvoirs publics visent à favoriser les objectifs commerciaux américains dans les échanges internationaux. Les gouvernements des Etats encouragent les exportations de leurs industries. Le gouvernement fédéral, pour sa part, s'efforce de négocier un abaissement des barrières tarifaires et autres obstacles aux importations américaines et de protéger les sociétés américaines d'une concurrence étrangère déloyale.

Les pouvoirs publics assurent certains services – tels que la défense nationale, l'administration de la justice, l'éducation, la protection de l'environnement, la construction des routes, l'exploration de l'espace. Ils répondent aussi à des besoins qui dépassent les mécanismes du marché. Ils fournissent des allocations de chômage à ceux qui perdent leur emploi et des prêts bon marché à ceux qui perdent leur logement dans des catastrophes naturelles. Le système de la Sécurité sociale, financé par les cotisations des employeurs et des employés, fournit la plus grande partie des retraites des Américains. Le programme Medicare couvre certaines dépenses médicales des personnes âgées ; le programme Medicaid, les dépenses médicales des familles à bas revenus. Dans de nombreux Etats, le gouvernement entretient des établissements accueillant les malades mentaux ou les personnes gravement handicapées. Le gouvernement fédéral distribue des bons d'alimentation aux familles défavorisées et conjointement avec ceux des Etats fournit une aide aux parents à faibles revenus.

Qu'en est-il du rôle de l'Etat dans la conduite de l'économie ?

# QUELQUES CHIFFRES A MEDITER

Pour le meilleur et pour le pire, l'économie américaine arrive en tête ou presque dans plusieurs classements internationaux :

• Premier pays producteur : en 2006, le produit intérieur brut (PIB) totalisait 13,13 billions de dollars. Les Etats-Unis, qui comptent environ 302 millions d'habitants – soit 5 % de la population mondiale – représentent, selon des mesures différentes, entre 20 et 30 % du PIB de la planète. Le seul PIB de la Californie, qui atteignait 1,5 billion de dollars en 2006, dépassait celui de tous les pays à l'exception de huit d'entre eux cette même année.

• Premier pays importateur tous domaines confondus, quelque 2,2 billions de dollars en 2006, soit environ le double du pays placé en deuxième position, l'Allemagne.

• Deuxième pays exportateur de biens de consommation, un billion de dollars en 2006, derrière l'Allemagne, mais les prévisions indiquent que la Chine dépassera les Etats-Unis en 2007. Premier pays exportateur de services, soit 422 milliards de dollars en 2006.

• Premier rang en matière de déficit commercial, soit 765,3 milliards de dollars en 2006, ce qui représente plusieurs fois le déficit de n'importe quel autre pays.

• Deuxième rang en matière de fret maritime en 2006, derrière la Chine.

• Premier rang en matière de dette extérieure, estimée à plus de dix billions de dollars au milieu de l'année 2006.

• Première destination des investissements étrangers, soit une entrée de plus de 1,5 billion de dollars en 2006.

• Première destination des investissements directs étrangers – entreprises et immobilier – environ 177,3 milliards de dollars en 2006. Première destination de l'investissement direct étranger provenant des 100 plus grandes sociétés multinationales du monde, notamment de sociétés de pays en développement.

• Cinquième détenteur en 2005 d'actifs de réserve s'élevant à 188,3 milliards de dollars, soit 4 % des parts mondiales, derrière le Japon et la Chine (18 % l'un et l'autre), Taïwan, la Corée du Sud et juste devant la Russie. Quinzième détenteur de réserves de devises et d'or, quelque 69 milliards de dollars au milieu de l'année 2006.

• Première source de transferts de fonds vers l'Amérique latine et les Antilles, soit environ les trois quarts d'un total de 62 milliards de dollars en 2006, effectués par des personnes originaires de ces régions ayant émigré pour trouver du travail à l'étranger.

• Premier consommateur de pétrole, environ 20,6 millions de barils/jour en 2006 et premier importateur de brut, soit plus de 10 millions de barils/jour.

• Troisième pays dans le classement sur la facilité de faire des affaires, derrière Singapour et la Nouvelle-Zélande.

• Vingtième sur 163, avec la Belgique et le Chili, dans le classement de Transparency International pour l'année 2006 qui mesure la perception en matière de corruption (les chiffres les plus bas représentent les économies où la corruption est la plus faible).

# La politique macroéconomique

Le gouvernement fédéral vise à promouvoir les conditions nécessaires à une expansion économique régulière et à un haut niveau de l'emploi, notamment un niveau général des prix stable et une charge fiscale supportable. La Réserve fédérale, la banque centrale américaine indépendante, contrôle la masse monétaire et l'utilisation du crédit (politique monétaire), tandis que le président et le Congrès ajustent les dépenses et les impôts fédéraux (politique budgétaire).

Depuis l'inflation des années 1970, la politique monétaire de la Réserve fédérale a mis l'accent sur la prévention d'une envolée du niveau général des prix. Quand le niveau général des prix s'élève trop rapidement, la Réserve fédérale intervient pour ralentir l'expansion économique en réduisant la masse monétaire, élevant ainsi les taux d'intérêt à court terme.

Quand l'activité économique se ralentit trop rapidement, la Réserve fédérale augmente la masse monétaire, abaissant ainsi les taux d'intérêt à court terme. La façon la plus courante dont elle opère ces changements consiste à acheter et à vendre des titres du Trésor à un petit groupe de grandes banques et de courtiers.

Une situation particulièrement délicate pour les responsables de la politique monétaire est la stagflation, qui se produit quand l'économie se ralentit et que l'inflation augmente trop vite.

L'utilité de la politique budgétaire fait l'objet d'intenses débats

La Réserve fédérale, la banque centrale américaine, a pour but de réguler l'expansion de la masse monétaire de manière à prévenir l'inflation.

politiques et universitaires. D'aucuns considèrent qu'une augmentation même massive des dépenses publiques a peu d'incidence dans la vaste économie américaine. Certains experts soulignent les avantages pour l'économie de faibles taux d'imposition ; d'autres mettent l'accent sur les inconvénients des emprunts publics.

Que se passe-t-il alors que l'économie américaine continue à évoluer ?

# Les temps changent

Pays en développement essentiellement composé d'agriculteurs produisant le minimum vital il y a un peu plus de deux cents ans, les Etats-Unis sont devenus le centre industriel du monde aux XIX e et XX e siècles. Au début du XXI e siècle, les Etats-Unis demeurent le premier pays industriel et le premier prestataire de services du monde.

Et à mesure que le contexte mondial de la production et des ventes change rapidement, l'économie américaine évolue aussi. Davantage de production s'effectue par étapes et au-delà des frontières. Davantage de ventes ont lieu dans d'immenses magasins à prix réduits ou sur l'Internet.

La chaîne de magasins de musique Tower Records s'est adaptée au changement en fermant ses magasins de détail et en vendant des CD en ligne.

Depuis des décennies, les sociétés multinationales américaines vendent des biens et des services à des clients étrangers par l'intermédiaire de filiales étrangères. De plus en plus aujourd'hui, les multinationales associent la main-d'œuvre, le capital et les ressources naturelles de leurs unités et de leurs fournisseurs apparentés qui sont disséminés dans le monde entier pour obtenir la meilleure efficience aux différentes étapes de la production et de la commercialisation. De plus en plus, le commerce extérieur comprend les biens intermédiaires en passe de subir un traitement ultérieur.

Selon un rapport de 2006 du National Research Council, « le volume et l'éventail des fonctions transférées au-delà des frontières constituent un nouvel élément. [...] La volonté et la capacité croissantes des entreprises de fragmenter le processus de production – la conception dans un lieu, la fabrication des pièces détachées dans un autre et le montage dans un troisième – ont des répercussions sur l'emploi, les salaires et la compétitivité des Etats-Unis. »

Avec des clients dans un grand nombre de pays, les multinationales américaines réalisent à présent plus du quart de leur chiffre d'affaires total à partir de filiales implantées à l'étranger. Les ventes effectuées par ces filiales représentent plus du triple des exportations américaines de biens et de services.

Un autre changement est l'apparition du commerce électronique, les ventes de biens et services s'effectuant sur l'Internet. Le commerce en ligne représentait 3 % de la totalité des ventes américaines au détail à la fin de 2006, contre moins de 1 % en 1999.

Les hypermarchés, telle cette immense quincaillerie de la chaîne Lowe's dans l'Oregon, ont bouleversé la vente au détail aux Etats-Unis.

L'accès en ligne change la donne des entreprises. Voyant le nombre de leurs abonnés chuter, de grands quotidiens s'efforcent de trouver une nouvelle façon de gagner de l'argent sur leur site Internet à une époque où les gens ont un accès quasi instantané à une masse d'informations gratuites sur la Toile.

Un autre élément transforme les ventes au détail : l'augmentation du nombre de chaînes d'hypermarchés qui vendent des milliers de produits dans d'énormes bâtiments à des prix nettement inférieurs à ceux des magasins plus petits.

De profonds changements dans l'industrie de la musique reflètent la concurrence du commerce électronique et des hyper-

marchés. Les ventes de CD, en baisse depuis 2000, ont chuté de 13 % en 2006 et ont plongé à un rythme encore plus rapide au début de 2007. Les vendeurs classiques de musique doivent faire face à la concurrence de la diffusion en ligne, à la fois légale, telle que le ITunes Store de Apple, et illégale (peut-être 1 milliard de chansons sont téléchargées chaque mois sans tenir compte des droits de reproduction). Ils doivent également faire face à la concurrence des immenses chaînes de magasins à prix réduits pour les CD les plus populaires. La célèbre chaîne de magasins de musique Tower Records a déposé son bilan et a fermé ses magasins

La société de vente aux enchères en ligne eBay Inc., dont le siège est en Californie, est l'une des premières entreprises à avoir favorisé l'essor du commerce électronique.

Les sociétés multinationales telles que Nike, dont le siège est dans l'Oregon, produisent dans le monde entier, notamment dans cette usine de chaussures de sport au Vietnam.

de détail aux Etats-Unis en 2006, mais Tower.com continue à opérer en ligne, vendant des CD et des chansons à télécharger.

Il est difficile d'avancer des hypothèses sur la manière dont l'économie américaine supportera ces changements – même sur la manière de les évaluer ou de les définir.

Quels sont certains des autres défis auxquels l'économie américaine doit faire face ?

# Les problèmes passés et futurs

L'économie américaine n'a pas que des forces fondamentales, elle connaît aussi des problèmes fondamentaux.

La Central Intelligence Agency analyse les conditions économiques dans près de 200 pays. Voici ce que son *World Factbook* (2007) affirme sur les Etats-Unis : « Parmi les problèmes à long terme figurent l'insuffisance des investissements dans l'infrastructure, la hausse rapide des dépenses de santé et des retraites d'une population vieillissante, des déficits budgétaire et commercial assez importants, et une stagnation du revenu familial dans les catégories économiques inférieures. »

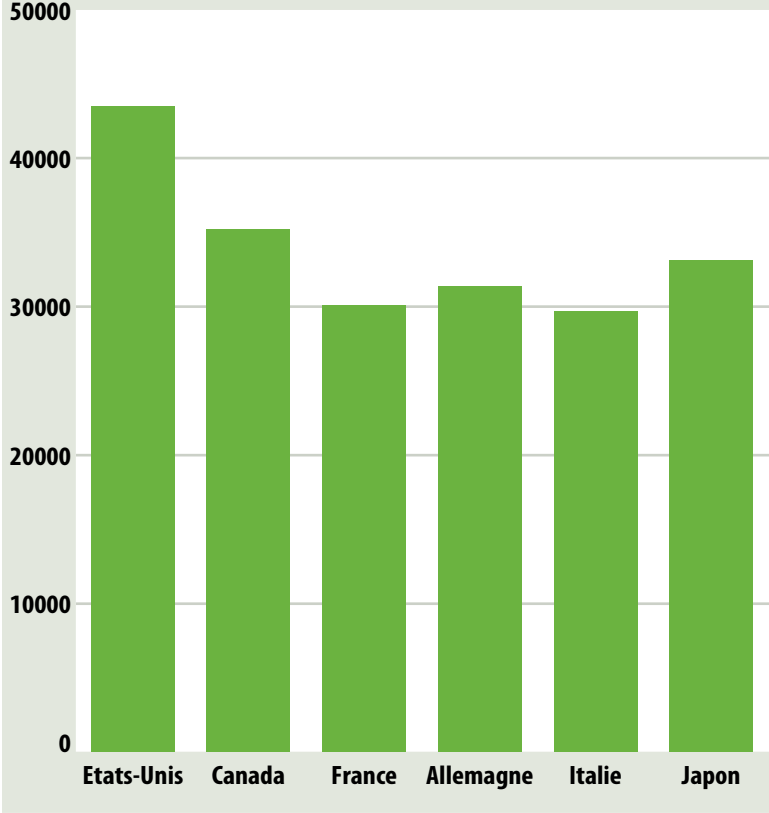
Mais, tout comme les forces économiques du pays, les problèmes économiques évoluent avec le temps.

Prenons l'inégalité des revenus. Les Etats-Unis arrivent au dixième rang pour le produit intérieur brut par habitant (en parité de pouvoir d'achat), à environ 43 500 dollars en 2006, derrière les Bermudes, le Luxembourg, Jersey, la Guinée équatoriale, les Emirats arabes unis, la Norvège, Guernesey, les îles Caïmans et l'Irlande, mais devant toutes les autres grandes économies.

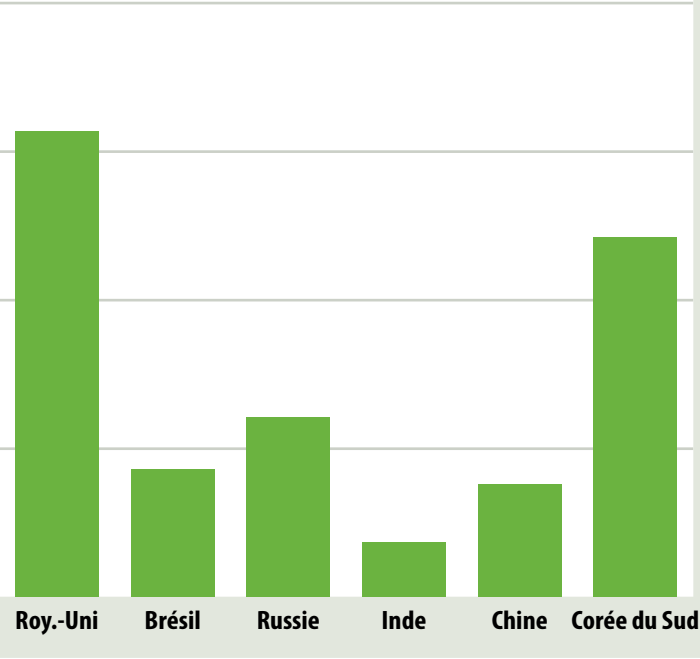
Toutefois, la répartition des revenus aux Etats-Unis est la plus inégale de toutes les grandes économies. Et cette tendance s'accentue au fil des décennies. En 2004, selon le Congressional Budget Office, en haut de l'échelle un cinquième des ménages américains gagnait 53,5 % de la totalité des revenus des Etats-Unis, tandis

## 2006 : PIB par habitant

*en dollars PPA (parité de pouvoir d'achat)*



Si le PIB des Etats-Unis est le plus élevé par habitant parmi les grandes économies, la répartition des revenus figure parmi les plus inégalitaires.



qu'au bas de l'échelle un autre cinquième ne gagnait que 4,1 %. Et 1 % des ménages gagnaient à eux seuls 16,3 % de la totalité des revenus, soit le double du pourcentage des années 1960-1970.

Tandis que les revenus augmentaient un peu pour l'ensemble des ménages américains, les gains les plus importants revinrent au groupe des personnes touchant les plus hauts revenus.

Selon le Council on Competitiveness, « entre 1986 et 2005, les 60 % de ménages du bas de l'échelle ont vu leurs revenus croître de moins de 10 % en termes réels, contre 32,5 % pour les revenus d'un cinquième des ménages (en haut de l'échelle) et 49 % pour les revenus de 5 % des ménages (en haut de l'échelle) ».

Pour quelle raison ce marché du travail comporte-t-il deux niveaux ? L'opinion la plus répandue est que ceux qui sont au bas de l'échelle n'ont pas l'instruction ou les compétences de ceux qui sont au sommet. Alors qu'ils s'efforcent de s'adapter à l'évolution technologique et de rivaliser avec les travailleurs du bas de l'échelle des salaires au sein de l'économie mondiale, ils ne parviennent pas à obtenir des augmentations de salaires et autres avantages.

Toutefois, les statistiques dissimulent des variations complexes : ainsi, les revenus de nombreux Américains augmentent et diminuent au fil du temps. Entre 1989 et 1998, par exemple, 47 % des ménages du cinquième de la population situé au bas de l'échelle ont accédé à l'un des autres groupes, et 47 % de ceux du cinquième du haut de l'échelle ont baissé de groupe. Sur la totalité des ménages, environ 60 % sont passés d'un groupe à l'autre au fil des années.

Mais les dirigeants américains reconnaissent que la stagnation des revenus des personnes au bas de l'échelle peut avoir des conséquences négatives pour l'économie.

« Si nous ne fixions pas certaines limites aux risques de régression que courent les individus touchés par le changement économique, le public pourrait devenir moins disposé à accepter le dynamisme si essentiel au progrès économique », déclarait en 2007 Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale.

Les Américains nourrissent depuis longtemps des sentiments ambivalents à l'égard des personnes riches et célèbres. Les hommes d'affaires agressifs sont tantôt loués comme des capitaines d'industrie, tantôt méprisés comme des requins. Aujourd'hui, certaines des personnalités les plus riches sont des célébrités du monde du spectacle ou des sports, soutenues par un public prêt à payer pour leurs qualités uniques de stars.

Et où la question énergétique se situe-t-elle ?

## Tant d'énergie

L'économie américaine consomme beaucoup d'énergie : en 2005, 99,89 quatrillions de Btu (British thermal units). Les Etats-Unis consomment la quasi-totalité de l'énergie qu'ils produisent et en importent encore plus.

« Les combustibles fossiles – charbon, pétrole et gaz naturel – fournissent plus de 85 % de l'énergie consommée aux Etats-Unis,

près des deux tiers de notre électricité et pratiquement tous nos carburants », indique le département américain de l'Energie.

Et la consommation devrait augmenter pendant des décennies, « même avec la mise au point et l'utilisation agressives de nouvelles technologies nucléaires et renouvelables ».

Aux Etats-Unis, moins de 8 % des approvisionnements énergétiques proviennent du nucléaire et moins de 6 % des énergies renouvelables, surtout l'hydroélectricité et la biomasse.

Le coût de l'énergie augmente dans le monde à mesure que la demande s'accroît. En même temps, les ressources énergétiques, notamment le pétrole, sont de plus en plus aux mains d'entreprises d'Etat hors des principales économies.

Aux Etats-Unis, près du tiers de l'offre d'énergie est importé, de même que près des deux tiers du pétrole. En 2006, l'économie consommait en moyenne 20,6 millions de barils de pétrole par jour, soit près du quart de l'offre mondiale. La dépendance vis-à-vis du pétrole étranger est devenue une question politique majeure.

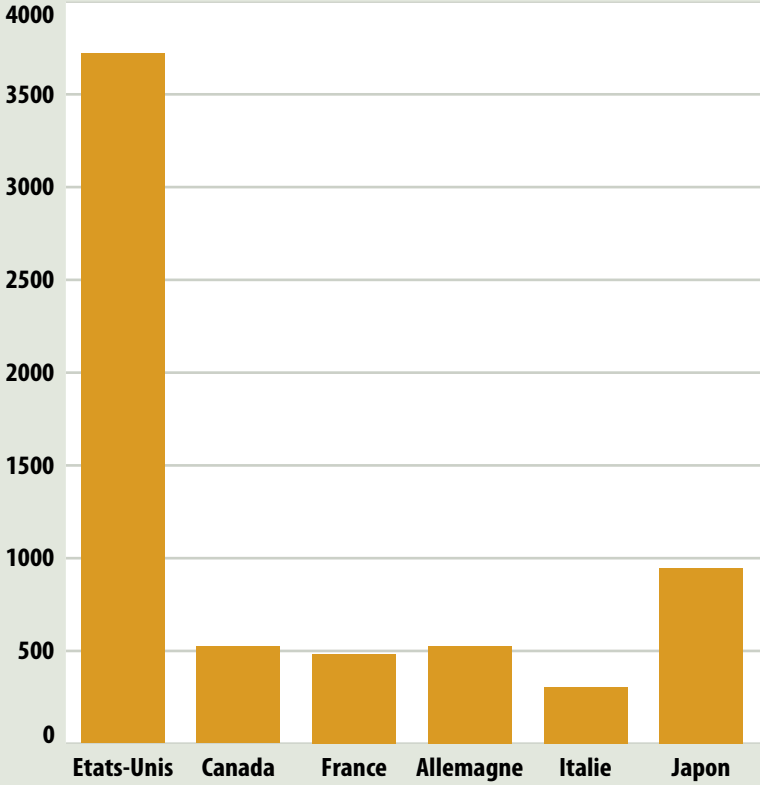
Selon un rapport de l'Energy Security Leadership Council : « Etant donné qu'il existe peu de produits de substitution au pétrole, une perturbation même mineure des approvisionnements mondiaux risque d'entraîner un bouleversement de l'activité économique de dizaines de millions d'Américains. »

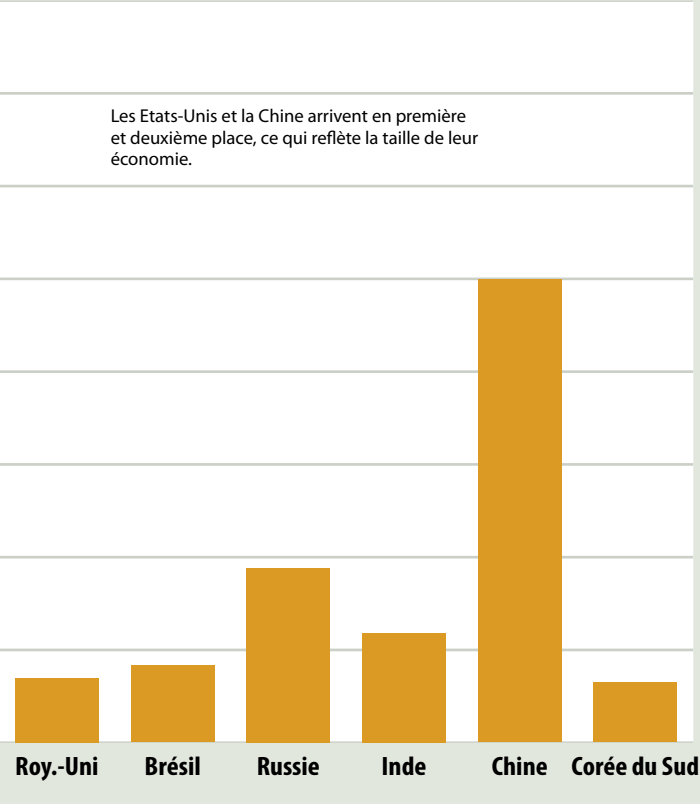
Economiser l'énergie et mettre au point des ressources énergétiques autres que les combustibles fossiles constituent des objectifs de la politique américaine, mais il n'est pas facile de parve-

Les sources d'énergie renouvelable, telles ces éoliennes des montagnes Rocheuses du Colorado, représentent moins de 6 % des approvisionnements énergétiques des Etats-Unis.

## 2006 : consommation d'électricité

*en milliards de kilowattheures*




Les Etats-Unis et la Chine arrivent en première et deuxième place, ce qui reflète la taille de leur économie.
Roy.-Uni
Brésil
Russie
Inde
Chine
Corée du Sud

Les raffineries de pétrole, telles que celle-ci au Texas, fournissent les 20,6 millions de barils consommés chaque jour par l'économie américaine.

nir à un consensus politique sur la réalisation de ces objectifs.

L'économie américaine a déjà réalisé des économies d'énergie. Elle consomme aujourd'hui moitié moins de pétrole pour produire un dollar (corrigé des effets de l'inflation) du PIB par rapport à l'époque des chocs pétroliers des années 1970. Les raisons : l'expansion de secteurs de l'économie qui sont moins tributaires de l'énergie, l'élévation des normes de rendement énergétique pour les véhicules et la réduction radicale de la consommation de pétrole au profit de l'énergie électrique.

Même ainsi, en 2004, les Etats-Unis arrivaient derrière les autres grandes économies (sauf le Canada) pour l'efficacité énergétique.

Une loi sur l'énergie adoptée par le Congrès en 2005 prévoit de nombreuses mesures d'incitation, telles que garanties d'emprunt, allégements fiscaux et subventions pour les industries liées à la production d'énergie (notamment nucléaire, biomasse comme l'éthanol, et combustibles fossiles). Le charbon à combustion moins polluante constitue un objectif essentiel – les Etats-Unis possèdent d'importantes réserves de charbon. La loi prévoit aussi des allégements fiscaux pour les travaux d'économie d'énergie dans les logements et pour l'achat de véhicules économes en énergie.

Pour des raisons tant environnementales qu'économiques, certains Etats, notamment la Californie, vont plus loin que le gouvernement fédéral dans le relèvement des normes concernant les logements, les entreprises et les véhicules à moteur.

Les investissements étrangers posent-ils aussi un problème ?

# Les investissements étrangers

Un autre défi important, de l'avis de certains économistes, réside dans la dépendance de l'économie américaine vis-à-vis de l'afflux de capitaux étrangers destinés aux investissements dans un contexte de faiblesse des taux d'épargne américains.

Alors même que les Etats-Unis prospèrent, des ménages des classes laborieuses connaissent des niveaux d'endettement élevés et en hausse. Selon les statistiques officielles, le taux d'épargne certes infime mais positif est devenu négatif depuis l'année 2000. Pour la première fois depuis la crise économique des années 1930, les dépenses de l'ensemble des ménages sont supérieures à leurs revenus nets après impôts.

Dans le même temps, le gouvernement des Etats-Unis accumule les déficits budgétaires – 435 milliards de dollars en 2006 – financés largement par les banques centrales étrangères. La dette publique fédérale, proche de 9 billions de dollars, est estimée à environ 65 % du PIB, pourcentage proche de celui de la France et de l'Allemagne, et bien inférieur à celui du Japon et de l'Italie.

Parallèlement, à l'étranger – notamment les économies de pays d'Asie en rapide expansion et les pays producteurs de pétrole – on observe un excès d'épargne. Des particuliers, des banques centrales et d'autres institutions, même dans des pays en développement comme la Chine dont la population compte une forte proportion

de pauvres, injectent d'énormes sommes d'argent sur les marchés américains.

« L'afflux important de capitaux étrangers aux Etats-Unis s'explique vraisemblablement par la croissance économique relativement plus robuste constatée aux Etats-Unis, le haut niveau de développement du système financier américain et la stabilité générale de l'économie nationale », estime le Congressional Research Service (CRS).

Selon le CRS, les investisseurs étrangers détiennent environ 10 % de la totalité des avoirs financiers américains cotés en bourse, notamment les valeurs mobilières de sociétés et les titres négociables du Trésor. Ils investissent aussi directement dans l'immobilier et dans des biens d'équipement professionnel.

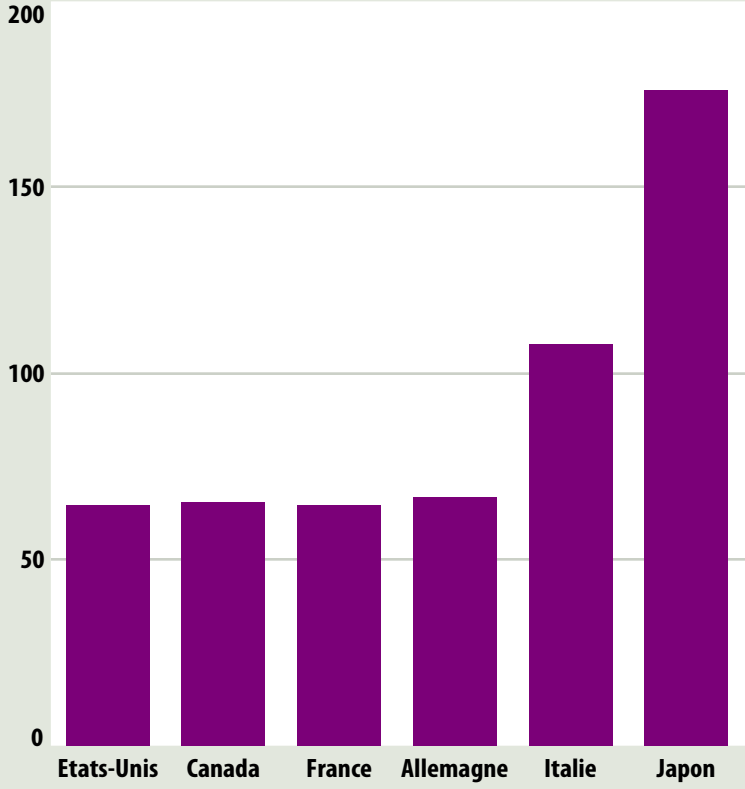
En 2006, les étrangers ont investi près de 1,8 billion de dollars dans l'économie américaine, dont environ 184 milliards de dollars sous forme d'investissements directs et le reste sous forme d'actions et d'obligations. Selon différents indicateurs, le montant cumulé des investissements directs étrangers aux Etats-Unis en 2005 se situait entre 1,6 billion et 2,8 billions de dollars.

« Les Etats-Unis ont ceci de particulier qu'ils sont le plus important investisseur direct étranger du monde ainsi que le plus important bénéficiaire de l'investissement direct étranger », souligne le Congressional Research Service.

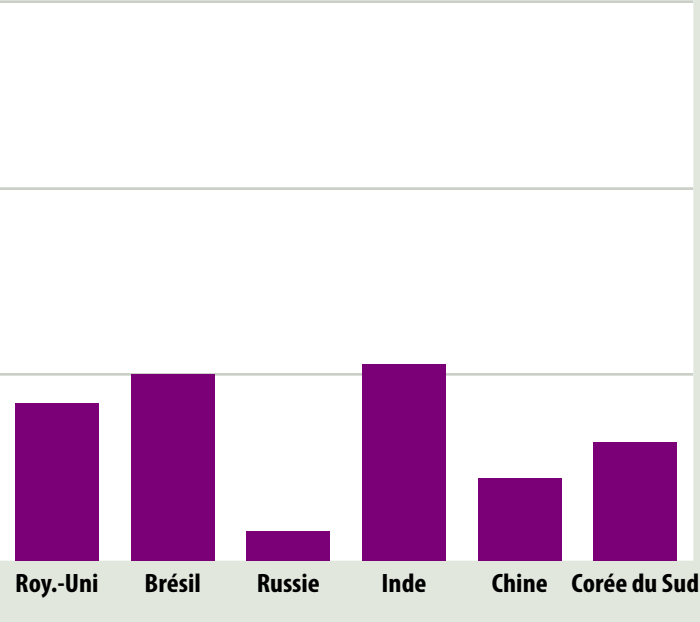
Certains experts s'inquiètent de la place qu'occupent les investissements des Etats étrangers dans l'économie américaine, soit

## Dette publique par rapport au PIB

*en pourcentage*



La proportion de la dette publique par rapport à la production économique est plus élevée aux Etats-Unis que dans nombre de pays, mais pas dans tous.



environ 16 % de la totalité des investissements étrangers pour l'année 2005.

Les investisseurs étrangers possèdent plus de la moitié de la totalité des titres du Trésor des Etats-Unis cotés en bourse. En 2006, le Japon était le premier pays détenteur de titres du Trésor à long terme, environ 644 milliards de dollars, devant la Chine avec environ 350 milliards de dollars.

Certaines industries américaines et leurs représentants au Congrès affirment que les banques centrales d'Asie de l'Est se servent de leurs titres du Trésor américain pour manipuler les taux de change étrangers en vue de stimuler les exportations vers les Etats-Unis.

« Il arrive que des gouvernements étrangers utilisent ce genre d'acquisitions pour influer, par le truchement d'actions concertées ou séparément, sur le taux de change du dollar », fait remarquer le Congressional Research Service.

Des experts craignent que la vente soudaine par des gouvernements étrangers de titres américains ne déclenche de graves perturbations de l'économie mondiale. Des Etats hostiles aux Etats-Unis pourraient tenter de provoquer des retraits concertés des marchés des valeurs américaines afin de déstabiliser l'économie nationale. Ou encore des gouvernements étrangers pourraient décider de placer leur argent ailleurs si la valeur des avoirs américains venait à enregistrer une baisse brutale.

Cependant, tout cet afflux d'argent étranger sur les marchés

américains a permis de maintenir les prix et les taux d'intérêt américains à un niveau inférieur, ce qui a entraîné une forte consommation de biens, et notamment d'importations. Sauf pour l'année 1991, le déficit des paiements courants aux Etats-Unis augmente régulièrement ; de quelque 12 milliards de dollars en 1982 il est passé à 856,7 milliards de dollars en 2006.

« L'actuel déficit des paiements courants est largement financé par l'excédent des paiements courants de la Chine et par l'accroissement des investissements des principaux exportateurs de pétrole », souligne un rapport de la Banque mondiale.

A la fin de l'année 2005, les résidents américains détenaient environ 9,6 billions de dollars en avoirs extérieurs, tandis que les résidents originaires de pays étrangers possédaient environ 12,5 billions de dollars en avoirs américains. Par conséquent, ce que l'on appelle l'investissement international net américain se retrouvait en situation négative de 2,8 billions de dollars en 2005.

En 2006, pour la première fois depuis que l'investissement international net américain est devenu négatif en 1986, les étrangers ont tiré plus de revenus de leurs investissements aux Etats-Unis que les investisseurs américains de leurs placements à l'étranger.

Le Council on Competitiveness résume ainsi la situation : « En termes simples, l'épargne étrangère finance la consommation américaine, qui stimule la croissance étrangère tirée par l'exportation. La situation est mutuellement profitable à court terme mais crée un risque accru de crise financière mondiale. »

Alors, quelle est donc la prochaine étape pour l'économie américaine ?

## Un monde en marche

L'expansion économique ne peut se perpétuer indéfiniment, cela est évident. Depuis 1854, l'économie américaine a connu 32 cycles d'expansion et de contraction. Dans les époques récentes, les périodes d'expansion ont tendance à devenir plus longues et les périodes de contraction plus courtes : ainsi, au cours des 10 cycles allant de 1945 à 2001, les premières duraient

Au siège de Fairchild Semiconductor, dans le Maine, les travailleurs – ici comme dans l'ensemble des Etats-Unis – sont confrontés à des changements technologiques continuels.

Un salon professionnel à New York rassemble un grand nombre de personnes en quête de l'occasion à saisir.

en moyenne 57 mois et les secondes 10 mois contre 38 et 17 mois en moyenne sur l'ensemble des 32 cycles.

Un accroissement continu de la productivité – la production horaire d'un travailleur – est le seul moyen de maintenir une augmentation soutenue de l'expansion économique et une hausse des revenus. Depuis le point culminant atteint en 2002, les gains de productivité enregistrent un ralentissement aux Etats-Unis.

La sécurité de l'emploi est de plus en plus le principal sujet d'inquiétude des travailleurs de la classe moyenne face aux changements technologiques et à la concurrence d'une main-d'œuvre

étrangère aux salaires plus bas. Si la plupart des économistes soutiennent sans équivoque les énormes bénéfices commerciaux, d'autres – dont le petit nombre ne cesse de croître – mettent en garde contre le risque que des dizaines de millions d'emplois américains soient délocalisés à l'étranger et que les Etats-Unis perdent même des secteurs industriels entiers.

Pourtant, rester à l'écart de l'intégration de l'économie mondiale semble quasiment impensable. Les échanges bilatéraux de biens et de services représentaient 27 % du PIB américain en 2005, soit une hausse de 11 % par rapport à 1970. Les emplois d'au moins 12 millions de travailleurs américains dépendent aujourd'hui des exportations.

Alors que de nombreux travailleurs américains doivent encore relever d'énormes défis à venir, le plus important étant certainement de recevoir un enseignement et une formation adéquats, les optimistes considèrent que les Etats-Unis sont bien placés pour tirer parti du bouillonnement de l'économie mondiale car ils ont à leur actif une forte aptitude au changement.

« Il ne fait pratiquement pas de doute que les Etats-Unis verront leur place se réduire au sein d'une économie mondiale en expansion du fait des changements structurels à l'œuvre dans le monde, estime le Council on Competitiveness, mais il n'y a aucune raison pour que les Etats-Unis ne parviennent pas à conserver la position de pays le plus prospère du monde. »

# Glossaire

**Action :** titre de propriété représentant une part du capital d'une société.

**Avoir :** possession de valeur, généralement mesurée en argent.

**Balance commerciale :** composante de la balance des paiements relative aux importations et aux exportations – de biens et de services – pour une période donnée. Si les exportations dépassent les importations, on parle de balance excédentaire et, dans le cas contraire, de balance déficitaire.

**Banque centrale :** principale autorité monétaire d'un pays, responsable d'activités essentielles telles que l'émission de monnaie et la régulation du crédit.

**Banque commerciale :** banque qui offre un large éventail de comptes de dépôt, notamment comptes chèques, comptes d'épargne et comptes de dépôts à terme, et qui étend ses prêts aux particuliers et aux entreprises – contrairement aux banques d'investissement telles que les maisons de courtage, qui s'occupent généralement de la vente d'actions de sociétés et d'obligations de collectivités locales.

**Barrière non tarifaire :** mesures, telles que contrôle des importations et taxes autres que les droits de douane, prises par un gouvernement pour limiter les importations ou contribuer à restreindre les échanges commerciaux avec l'étranger.

**Bourse :** marché organisé en vue de la vente et de l'achat d'actions et d'obligations.

**Capital humain :** éléments de santé, d'énergie, d'éducation, de formation et de compétences que les individus apportent à l'exercice de leur métier.

**Capital :** ensemble matériel et humain (bâtiments, équipement, ressources humaines) servant à la production de biens et de services. Désigne également les capitaux propres d'une entreprise, les garanties liées à la dette et les liquidités.

**Capitalisme :** système économique où la propriété et la gestion des moyens de production relèvent de responsables privés, et qui se caractérise par la concurrence et la recherche du profit.

**Commerce électronique :** transactions commerciales effectuées via le réseau de l'Internet.

**Crise :** déclin important de l'activité économique, caractérisé par l'ampleur du phénomène et/ou sa durée.

**Croissance économique :** accroissement du potentiel de production de biens et de services dans un pays donné.

**Déficit budgétaire :** dépassement annuel des dépenses publiques sur les recettes de l'Etat.

**Déficit commercial :** solde du commerce extérieur représentant une insuffisance des exportations par rapport aux importations.

**Demande :** somme des biens et services que les consommateurs souhaitent ou peuvent acquérir, quel qu'en soit le prix, pendant une période donnée.

**Déréglementation :** levée des contrôles de l'Etat sur un secteur de l'industrie.

**Dow Jones Industrial Average :** indice de la cote des actions, prenant en compte les trente actions les plus importantes, qui sert d'indicateur courant de la valeur des actions et des obligations sur le marché américain.

**Droit de douane :** taxe prélevée sur des produits transportés d'un espace douanier à un autre, à des fins de protectionnisme ou dans le cadre de la réglementation fiscale.

**Economie de marché :** à l'échelle d'une nation, système économique dans lequel le jeu du marché conditionne les niveaux de production, de consommation, des investissements et de l'épargne sans intervention de l'Etat.

**Excédent budgétaire :** excédent annuel des recettes de l'Etat par rapport à ses dépenses.

**Excédent commercial :** différentiel lorsque les exportations d'un pays sont supérieures aux importations.

**Exportations :** biens et services produits dans un pays et vendus à un autre.

**Fonds communs de placement :** société d'investissement qui propose en permanence de nouveaux titres ou actions, en achète également à la demande et investit son capital dans diverses valeurs d'autres sociétés. L'argent provient de l'épargne de particuliers et est investi en leur nom dans divers portefeuilles d'actions.

**Importations :** biens ou services produits dans un pays et achetés par un autre.

**Inflation :** augmentation du niveau général des prix de la totalité des biens et des services. (A ne pas confondre avec la hausse du prix de certains produits par rapport à d'autres.)

**Investissement :** acquisition de titres ou de valeurs tels que actions et obligations.

**Libre-échange :** absence de tarifs douaniers et de réglementations susceptibles d'entraver les échanges commerciaux internationaux.

**Marché :** cadre dans lequel acheteurs et vendeurs fixent les prix de divers produits identiques ou similaires, et échangent des biens et des services.

**Masse monétaire :** quantité d'argent (pièces de monnaie, billets et comptes chèques) en circulation dans le cadre d'une économie.

**New Deal :** dans les années 1930, programme de réformes économiques qui avait pour objectif de faire sortir les Etats-Unis de la crise économique.

**Obligation :** engagement écrit d'une entreprise de verser au titulaire d'une obligation des intérêts périodiques jusqu'à la date d'échéance, ainsi qu'une somme préalablement fixée, à cette date d'échéance.

**Offre :** quantité de biens économiques que les vendeurs proposent sur le marché à différents prix possibles sur une période donnée.

**Parité de pouvoir d'achat :** taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune le pouvoir d'achat de différentes monnaies.

**Politique budgétaire :** ensemble des décisions de l'Etat fédéral concernant les dépenses publiques et les recettes fiscales, afin de garantir le plein emploi et de prévenir l'inflation.

**Politique monétaire :** action du Système de réserve fédéral en matière de disponibilité et de loyer de l'argent et du crédit, dans le but de promouvoir un taux d'emploi élevé, la croissance économique, la stabilité des prix et un commerce extérieur durable.

**Population active :** aux Etats-Unis, nombre total des travailleurs et des demandeurs d'emploi.

**Productivité :** rapport entre une quantité produite (de biens et de services) et les moyens investis (ressources productives) sur une période donnée.

**Produit intérieur brut (PIB) :** valeur globale de la production, des recettes ou des dépenses d'un pays à l'intérieur de ses frontières géographiques.

**Propriété intellectuelle :** propriété attestée par un brevet, une marque commerciale et des droits d'auteur autorisant la possession, l'usage ou la cession de produits nés de l'esprit humain.

**Protectionnisme :** volonté ouverte de limiter les importations (ou encouragement dans ce sens), afin de permettre à des producteurs nationaux relativement peu compétitifs de rivaliser tout de même avec leurs homologues étrangers.

**Récession :** déclin marqué de l'activité économique sur une période donnée.

**Recettes :** revenus résultant de la vente de biens et de services.

**Réglementation sociale :** restrictions gouvernementales destinées à décourager ou à interdire toute pratique préjudiciable de la part d'une entreprise (entraînant, par

exemple, une pollution de l'environnement ou mettant en danger les travailleurs), ou à encourager des conduites plus souhaitables sur le plan social.

**Réglementation :** formulation et publication, par des organismes autorisés, de règles ou règlements précis dans le cadre de la législation en vigueur afin de diriger et de structurer différentes activités économiques.

**Sécurité sociale :** régime de retraite de l'Etat fédéral américain, permettant de faire bénéficier les retraités d'allocations sur la base des cotisations salariales et patronales versées pendant la période d'activité.

**Securities and Exchange Commission (SEC) :** organisme de réglementation indépendant, non partisan et aux compétences quasi-judiciaires, chargé de l'application de la législation fédérale. Cette législation vise à protéger les investisseurs et à leur garantir l'accès à une information transparente sur les titres ou valeurs mis officiellement sur le marché.

**Services :** activités économiques – transports, banque, assurances, tourisme, télécommunications, publicité, industrie du spectacle et loisirs, traitement de données et conseil – qui sont normalement consommées au moment où elles sont produites, contrairement aux biens économiques, qui sont plus tangibles.

**Socialisme :** système économique où la propriété et la gestion des moyens de production de base sont essentiellement collectives – c'est-à-dire, le plus souvent, le fait de l'Etat, qui agit dans le cadre d'une planification centralisée.

**Stagflation :** situation économique alliant une inflation constante à une stagnation de l'activité du pays.

**Subvention :** aide financière de l'Etat – directe ou indirecte – à des producteurs nationaux de biens ou de services, souvent dans le but de renforcer leur compétitivité face aux entreprises étrangères.

**Système de réserve fédéral (*Federal Reserve System*) :** principale autorité monétaire (banque centrale) des Etats-Unis, qui assure l'émission de monnaie et la régulation du crédit. Elle est dirigée, à Washington, par un Conseil de sept gouverneurs et se compose de douze banques régionales et de vingt-cinq succursales.

**Taux de change :** taux – ou prix – auquel une monnaie s'échange contre celle d'un autre pays.

**Titres (ou valeurs) :** documents écrits (titres matérialisés) ou transcription électronique (titres dématérialisés) attestant de la propriété d'actions ou d'obligations.

Photographies :
2 de couverture et page 1 : Roberto Borea/AP Images.
8 : Sandra Milburn/The Hutchinson News/AP Images.
12 : Ric Feld/AP Images. 17 : Mary Butkus/AP Images.
20 : Tony Avelar/AP Images. 22 : Claire Chandler/Alaska Journal of Commerce/AP Images. 24, 43 : Paul Sakuma/AP Images. 28, 63 : Mark Lennihan/AP Images. 29 : Gene Blythe/AP Images. 31 : Damian Dovarganes/AP Images.
32 : Rich Pedroncelli/AP Images. 39 : Karen Bleier/AFP/Getty Images. 40 : Kevork Djanseizan/AP Images. 42 : Rick Bowmer/AP Images. 44 : Richard Vogel/AP Images. 51 : Ed Andrieski/AP Images. 54 : David J. Phillip/AP Images.
62 : Joan Seidel/AP Images.

Sources des graphiques :
Pages 4-5, 14-15, 26-27, 46-47, 52-53, 58-59 : U.S. Central Intelligence Agency (CIA).
Pages 9, 10 : U.S. Department of Commerce.

---

Directeur de la publication : George Clack
Rédactrice en chef : Mildred Neely
Directeur de la rédaction : Bruce Odessey
Couverture : Min-Chih Yao
Graphiques : Vincent Hughes
Iconographie : Maggie Johnson Sliker
Maquettiste : Sylvia Scott
Version française : Africa Regional Services, Paris

BUREAU INTERNATIONAL DE L'INFORMATION
DEPARTEMENT D'ETAT, ETATS-UNIS D'AMERIQUE
http://usinfo.state.gov/